

## Plan Local d'Urbanisme

### Modification de droit commun n° 1

**2. Auto-évaluation (annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme défini par l'arrêté du 26 avril 2022) du projet de modification de droit commun n° 1 du plan local d'urbanisme de Groisy**

21/02/2024

## **COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE**

Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération  
Grand Annecy  
46 avenue des Îles  
BP 90270  
74007 Annecy cedex  
Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48  
Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58  
Email : [amenagement@grandannecy.fr](mailto:amenagement@grandannecy.fr)

# Sommaire

<b>1. Cadre juridique .....</b>	<b>4</b>
1-1 DEFINITIONS .....	4
1-2 NOUVEAU REGIME D'ÉVALUATION ISSU DU DECRET DU 13 OCTOBRE 2021 .....	4
1-3 MODIFICATION DE PLU(I).....	4
<b>2. Projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy.....</b>	<b>6</b>
2.1. OBJETS DE CHANGEMENT DE LA MODIFICATION .....	6
2.2. INVESTIGATIONS DE TERRAIN, ANALYSE A L'AGENCE ET PROPOSITIONS DE CORRECTION DU PROJET INITIAL.....	6
<b>3. Déroulé analytique de l'auto-évaluation .....</b>	<b>7</b>
3.1. CRITERE N° 1 : NATURA 2000 .....	7
3.2. CRITERE N° 2 : MODIFICATION SIMPLIFIEE POUR MISE EN COMPATIBILITE .....	7
3.3. CRITERE N° 3 : AUTRES MODIFICATIONS : PREEVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....	9
Principe .....	9
Méthode .....	9
Risques d'effets notables.....	10
Risques d'incidences notables .....	10
Cours d'eau et zones humides : continuités écologiques humides .....	10
Trame verte et bleue (TVB) du Grand Annecy.....	12
Autres zonages environnementaux.....	12
Adaptation aux changements climatiques.....	12
Résultats de la préévaluation environnementale .....	13
3.4. CONCLUSION AU DEROULE ANALYTIQUE .....	13

# 1. Cadre juridique

## 1-1 DEFINITIONS

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (évaluation d'une probabilité = risque dans le cadre du principe de précaution). Une **évaluation environnementale** doit être alors effectuée dès lors qu'un projet de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables probables d'un projet de PLU(i) puis définit des mesures ERC pour y remédier.

Une **auto-évaluation** expose une **préévaluation** dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme, dossier d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) puis transmis à l'autorité environnementale comme le disposent les articles R104-33, R104-34 et R104-35 du Code de l'urbanisme (CU) et l'*Arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire de demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour un document d'urbanisme ou une unité touristique nouvelle dans le cadre de l'examen au cas par cas défini aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme*.

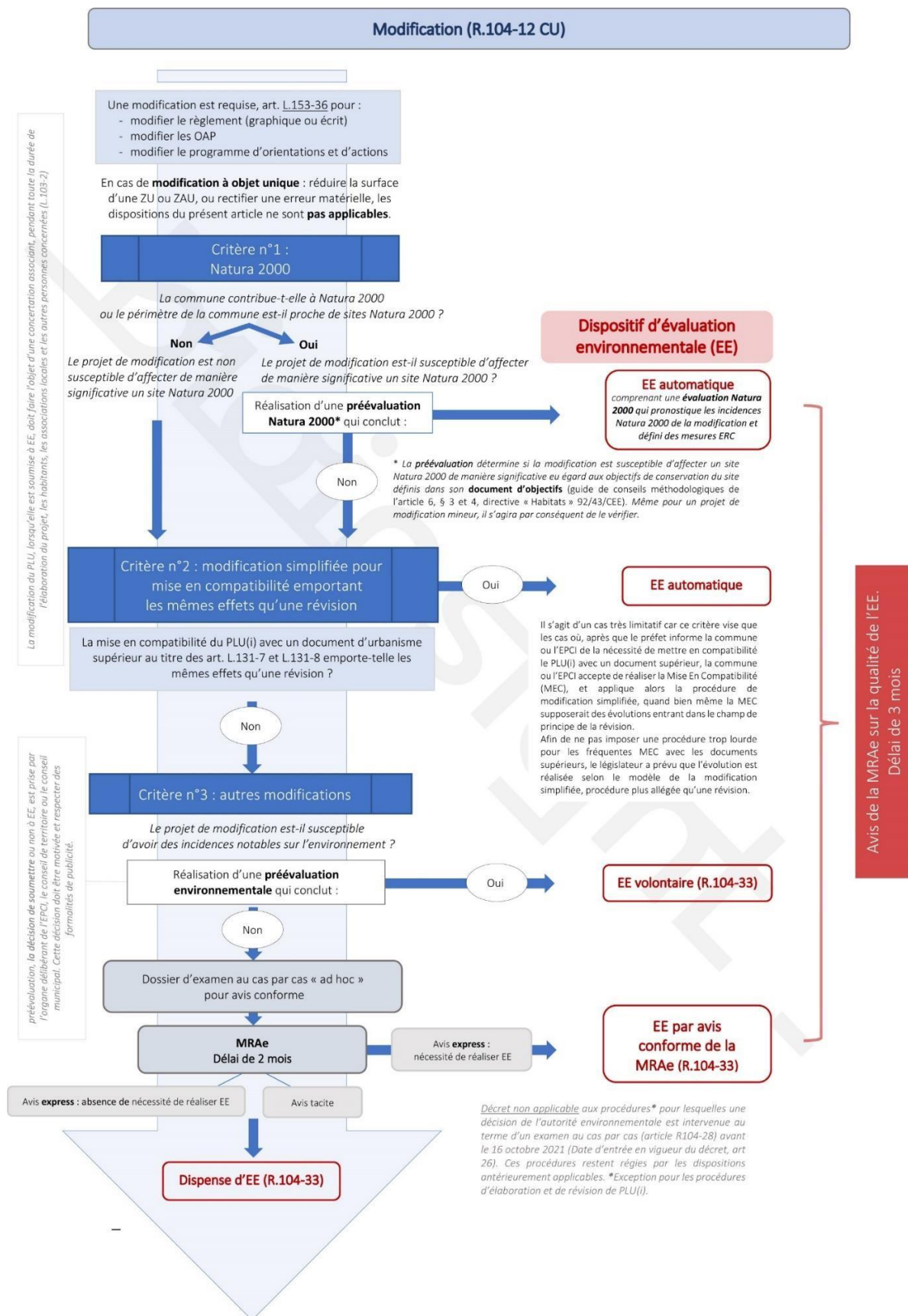
Dans cette **auto-évaluation** y seront détaillées les « raisons pour lesquelles son projet [PLU(i) de la commune ou de l'intercommunalité] ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU). Un tel exposé est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

## 1-2 NOUVEAU REGIME D'ÉVALUATION ISSU DU DECRET DU 13 OCTOBRE 2021

Pour résumer d'un point de vue décisionnel le décret du 13 octobre 2021, une évolution de PLU(i) peut désormais être soumise à une évaluation environnementale (EE) suivant quatre types de dispositif : le premier de manière automatique (EE automatique) ; les trois autres dans le cadre d'un examen au cas par cas réalisé soit par l'autorité environnementale (cas par cas « de droit commun ») soit par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) qui est appelé examen au cas par cas *ad hoc*. Contrairement à l'examen au cas par cas « de droit commun », l'examen au cas par cas *ad hoc* n'est donc pas réalisé par l'autorité environnementale (MRAe). L'examen au cas par cas *ad hoc* peut conduire à deux possibles dispositifs d'EE. La personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) peut tout d'abord estimer que le projet d'évolution de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement – risque évaluée par une préévaluation environnementale implicite ou explicite – donc décider de réaliser une évaluation environnementale de manière volontaire (EE au cas par cas volontaire). A contrario, si à l'issue d'une préévaluation environnementale elle estime que le projet d'évolution de PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement elle transmet à l'autorité environnementale sa décision sous la forme d'un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme. Ce dossier inclura une préévaluation environnementale explicite et construite dénommée **auto-évaluation** présentée en annexe 3 du dossier. L'autorité environnementale rendra un avis conforme soit favorable soit non favorable à ce dossier. Si l'avis est non favorable, il y a donc nécessité de réaliser une évaluation environnementale (EE au cas par cas par avis conforme).

## 1-3 MODIFICATION DE PLU(I)

Dans le cas d'une modification de PLU(i), la soumission à EE peut relever de trois dispositifs : automatique, au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme. Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-dessous sous la forme d'un logigramme.



## 2. Projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy

### 2.1. OBJETS DE CHANGEMENT DE LA MODIFICATION

---

Le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy (voir annexes 1 et 2 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour plus de détails) porte sur six objets de changement :

- adaptation des règles de hauteur et des prospects en zone Uxa ;
- mise en conformité le règlement écrit avec les annexes sanitaires ;
- modification du règlement graphique pour prendre en compte les évolutions :
  - adaptation du zonage (classement en zone Uxa d'une partie de zone Ue) et ajout d'un EBC dans le secteur de Longchamp ;
  - sortie d'une habitation de la zone Uer pour la classer en UAc ;
- création d'une OAP sectorielle dans le secteur de Longchamp pour encadrer son aménagement.

En matière d'investigation de terrain, dans le cadre de l'auto-évaluation, seuls les deux types d'objets de changement dans le secteur de Longchamp : classement en zone Uxa d'une partie de zone Ue et création d'une création d'une OAP sectorielle, sont concernés puisque pour les autres objets de changement de par leur nature et ampleur, les investigations de terrain ne sont pas nécessaires (mis en conformité des annexes sanitaires), ou bien ces objets ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement (par exemple la sortie d'une habitation de la zone Uer pour la classer en UAc).

### 2.2. INVESTIGATIONS DE TERRAIN, ANALYSE A L'AGENCE ET PROPOSITIONS DE CORRECTION DU PROJET INITIAL

---

En préparation des investigations de terrain à Groisy dans le secteur de Longchamp (lieu-dit cadastral chez Marais), deux planches de terrain A4 au 1/1 050 et au 1/500 ont été conçues et imprimées sur fond de BD Ortho IGN 2020 (PVA été 2020) de résolution spatiale à forte définition de 5 cm (un pixel à l'écran correspondant à 5 cm sur le terrain).

Ces planches présentent en outre de nombreuses informations dont :

- zones (zone Ue) et prescriptions surfaciques (ZH potentielle et haies) du PLU du 20 février 2020 (révision) ;
- limites de parcelles avec numéro et section ;
- zones humides et zones humides potentielles de l'inventaire 74 , cours d'eau police de l'Eau de la DDT 74.

Les investigations de terrain ont été réalisées le mardi 17 octobre 2023 le matin en venant en train (Groisy-Thorens) puis en se déplaçant à pied jusqu'au secteur Longchamp.

Plus précisément, elles ont été menées en partant de la route D1203 dans les parcelles (D1109, D499, D1568, D2383 et D496) et ont conduit à 132 photos haute résolution (Nikon D5100 et objectif Nikon 18-300 mm 5.6).

Pour des localisations très précises est utilisée l'application mobile cartographique *Iphigénie* de l'IGN exploitant les mêmes fonds BD Ortho et Scan 25 IGN des planches de terrain.

Ces investigations ont été suivies à l'agence par des analyses cartographiques sous système d'information géographique (Sig).

Il faut noter qu'à l'issue de ces investigations et analyses, des corrections du premier projet de modification de droit commun n° 1 ont été formulées et acceptées.

## 3. Déroulé analytique de l'auto-évaluation

L'auto-évaluation d'une évolution de PLU(i) doit exposer « les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU).

Le déroulé analytique d'une auto-évaluation d'une modification de PLU(i) doit donc tout d'abord reprendre le processus décisionnel de détermination du dispositif d'évaluation environnementale (EE) auquel est soumis un tel projet, cela jusqu'à l'étape du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme (logigramme), pour bien démontrer que ce projet ne doit déjà pas être soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique) ou au dispositif d'évaluation environnementale au cas par cas volontaire (EE au cas par cas volontaire) dans les premières étapes (logigramme). Ce processus décisionnel suit l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU (logigramme).

Ensuite, une préévaluation environnementale d'une modification de PLU(i) doit être menée pour exposer « les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ».

### 3.1. CRITERE N° 1 : NATURA 2000

---

Le processus décisionnel du logigramme doit tout d'abord appliquer le critère n° 1 (R104-12 CU) concernant Natura 2000.

Si Grand Annecy contribue à quatre sites Natura 2000 ce n'est pas le cas de la commune de Groisy dont le site Natura 2000 le plus proche (Les Frettes-Massif des Glières) se trouve à 5 km.

Compte tenu des caractéristiques du site et des objets de changement : (1) d'un site Natura 2000 de type zone spéciale de conservation (ZSC) de la directive *Habitats*, c'est-à-dire un site bien circonscrit : site montagnard (contrairement à un site ZPS de la directive *Oiseaux*) ; (2) des objectifs de conservation de ce site ; (3) du type d'objets de changement, notamment des plus proches de ce site Natura 2000 ; (4) de la distance des objets de changement à ce site Natura 2000, le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy ne permet pas « la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » (R104-12 CU).

Le projet de modification n° 1 ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique).

Il convient de passer au critère n° 2.

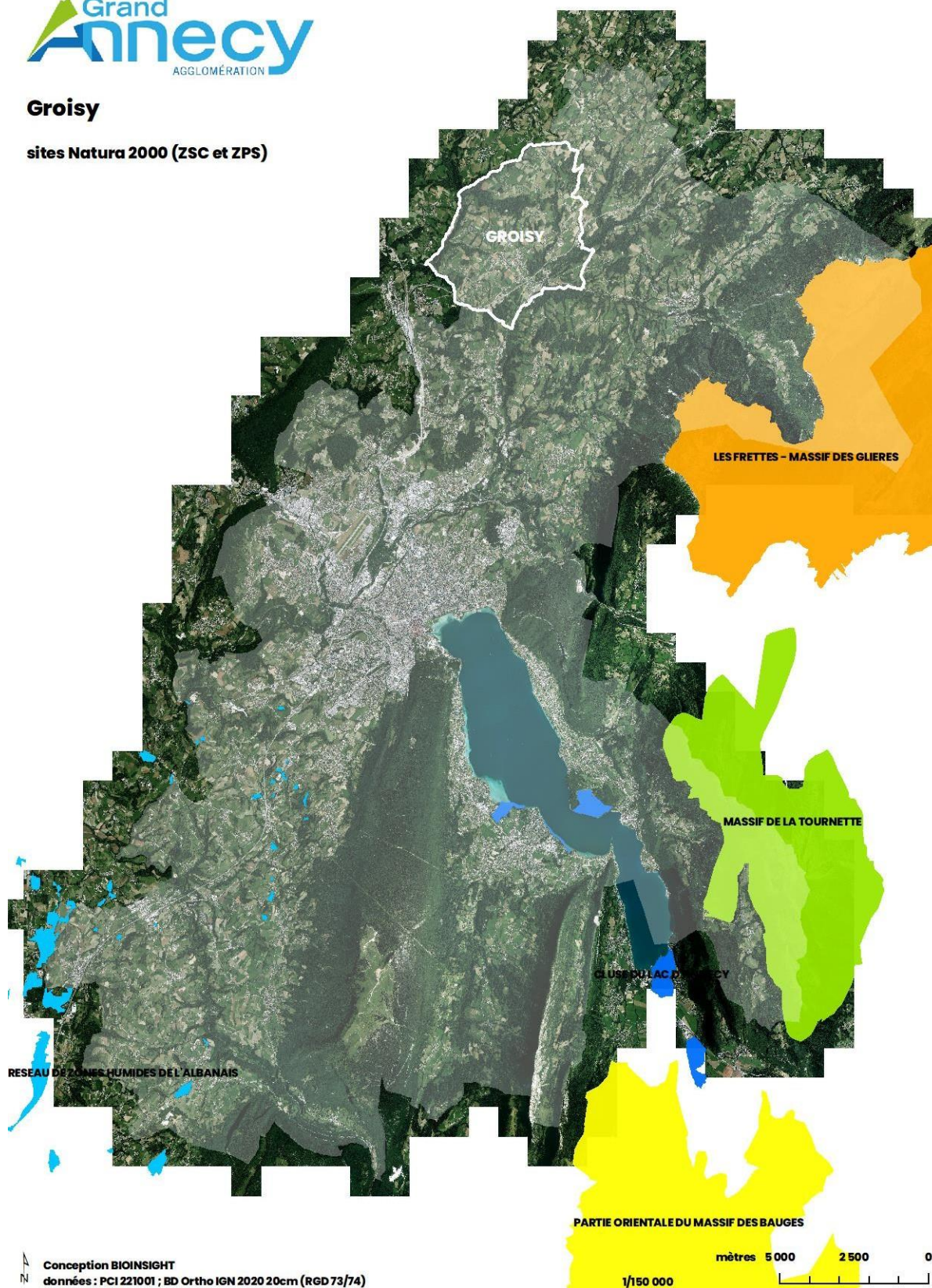
### 3.2. CRITERE N° 2 : MODIFICATION SIMPLIFIEE POUR MISE EN COMPATIBILITE

---

Parce que le critère n° 2 du logigramme relève de la modification simplifiée pour mise en compatibilité prévue aux articles L131-7 et L131-8 CU, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, critère que le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy ne satisfait pas, il convient de passer au critère n° 3.

## Groisy

sites Natura 2000 (ZSC et ZPS)



### **3.3. CRITERE N° 3 : AUTRES MODIFICATIONS : PREEVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

---

#### **Principe**

L'application du critère 3 conduit à répondre à la question des R104-12 et R104-34 CU : le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE » ?

Cette probabilité ne peut être évaluée que par une préévaluation environnementale.

Il faut rappeler que si la préévaluation environnementale détermine que le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy est non susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmet un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAE) en y joignant son annexe 3 (auto-évaluation) que constitue cette présente étude.

Dans ce cas, le dispositif d'évaluation environnementale volontaire (EE au cas par cas volontaire) n'est donc pas mis en œuvre alors que le dispositif d'évaluation environnementale par avis conforme (EE au cas par cas par avis conforme) sera mis en œuvre à la seule condition qu'un avis conforme non favorable soit émis par l'autorité environnementale (MRAE) à l'égard de ce dossier d'examen au cas par cas *ad hoc*.

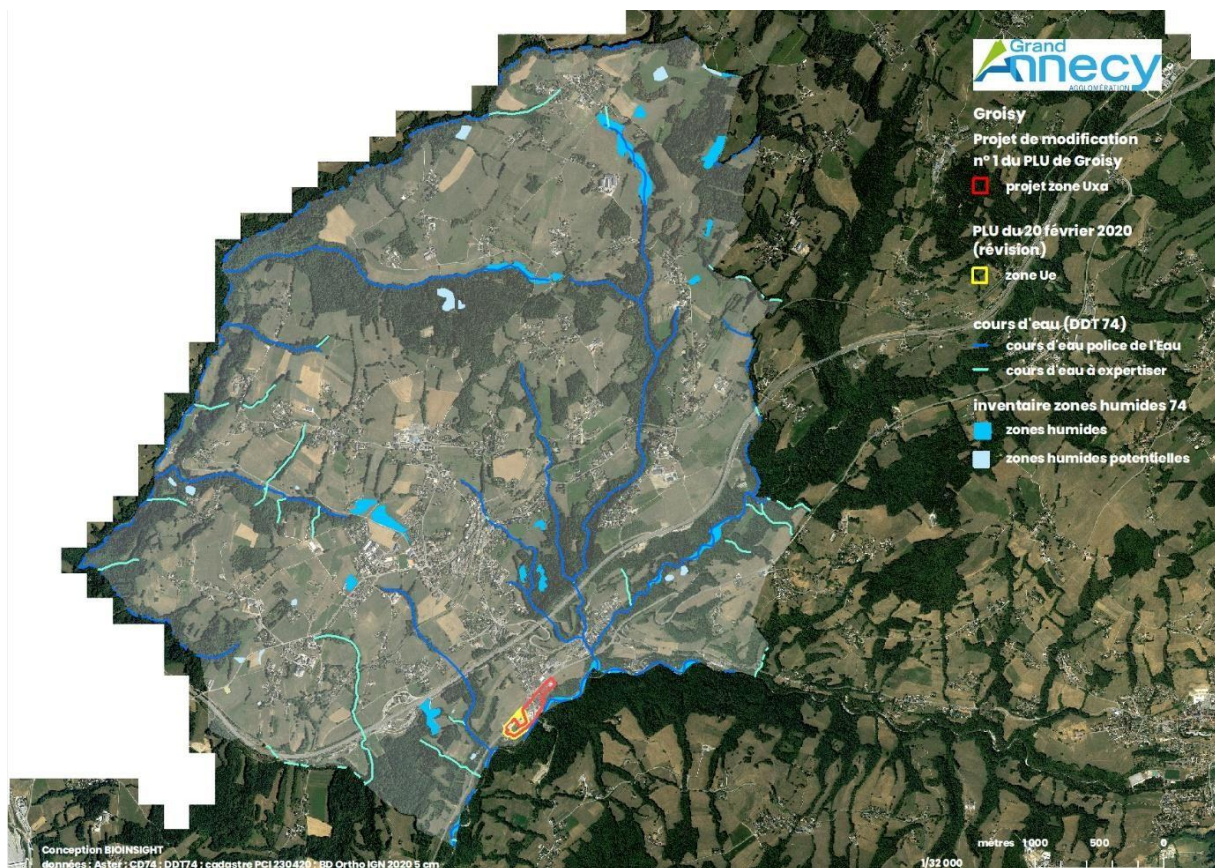
#### **Méthode**

La préévaluation environnementale détermine la probabilité ou le risque que le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy ait des incidences notables sur l'environnement au regard des **critères** de l'annexe II de la directive 2001/42/CE dite *Plans et Programmes*.

Ce sont les critères de l'alinéa 1. de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* concernant les « caractéristiques des plans et programmes », c'est-à-dire du projet de PLU(i), puis les critères de l'alinéa 2. de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* relevant des « caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée », c'est-à-dire des incidences notables sur l'environnement tenant en compte des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

En effet, un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement que s'il présente tout d'abord des capacités intrinsèques à transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs ou thèmes environnementaux tels que la faune, la flore, l'eau..., facteurs ou thèmes listés par le point (f) de l'annexe I de la directive *Plans et Programmes*. On parle dans ce cas d'effets notables sur l'environnement indépendamment de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

La préévaluation environnementale d'un projet de PLU(i) va donc tout d'abord évaluer la probabilité ou le risque que les changements qu'il entraîne aient des effets notables sur des facteurs ou thèmes environnementaux pour ensuite évaluer la probabilité ou le risque que ces changements aient des incidences notables sur l'environnement (pour les facteurs ou thèmes environnementaux à risque retenus) compte tenu des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.



### **Risques d'effets notables**

Compte tenu des types d'objet du projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy, spécialement dans le secteur de Longchamp : création d'une zone Uxa en zone Ue et création d'une OAP cadrant l'aménagement de cette zone Uxa, il n'y pas de risque que le projet présente des effets notables sur les facteurs environnementaux suivants :

- consommation de surfaces agricoles et naturelles ;
- eau potable ;
- gestion des eaux pluviales ;
- assainissement ;
- sols pollués ;
- déchets ;
- risque et nuisances ;
- l'air, l'énergie et le climat.

### **Risques d'incidences notables**

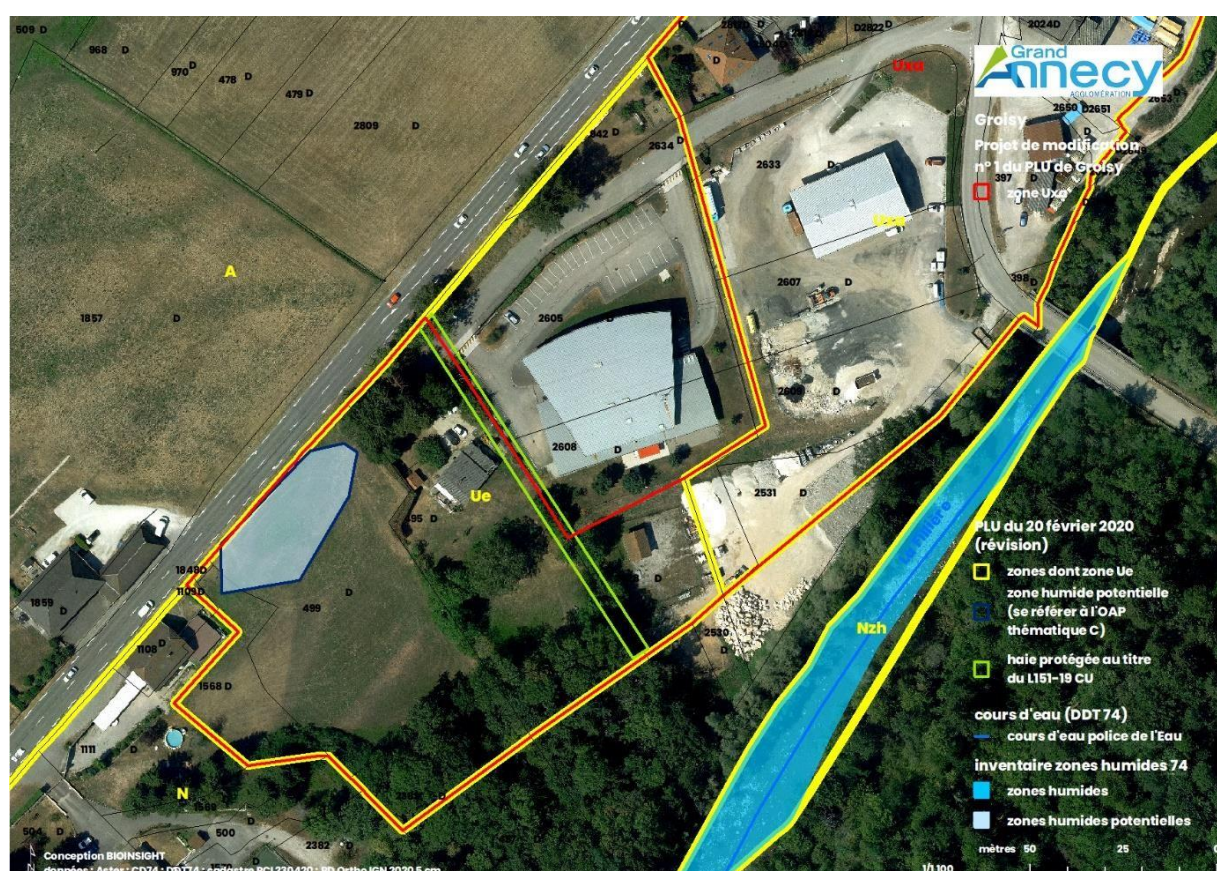
#### ***Cours d'eau et zones humides : continuités écologiques humides***

Les données disponibles sur les cours d'eau et zones humides du Grand Annecy et Groisy émanent des analyses suivantes :

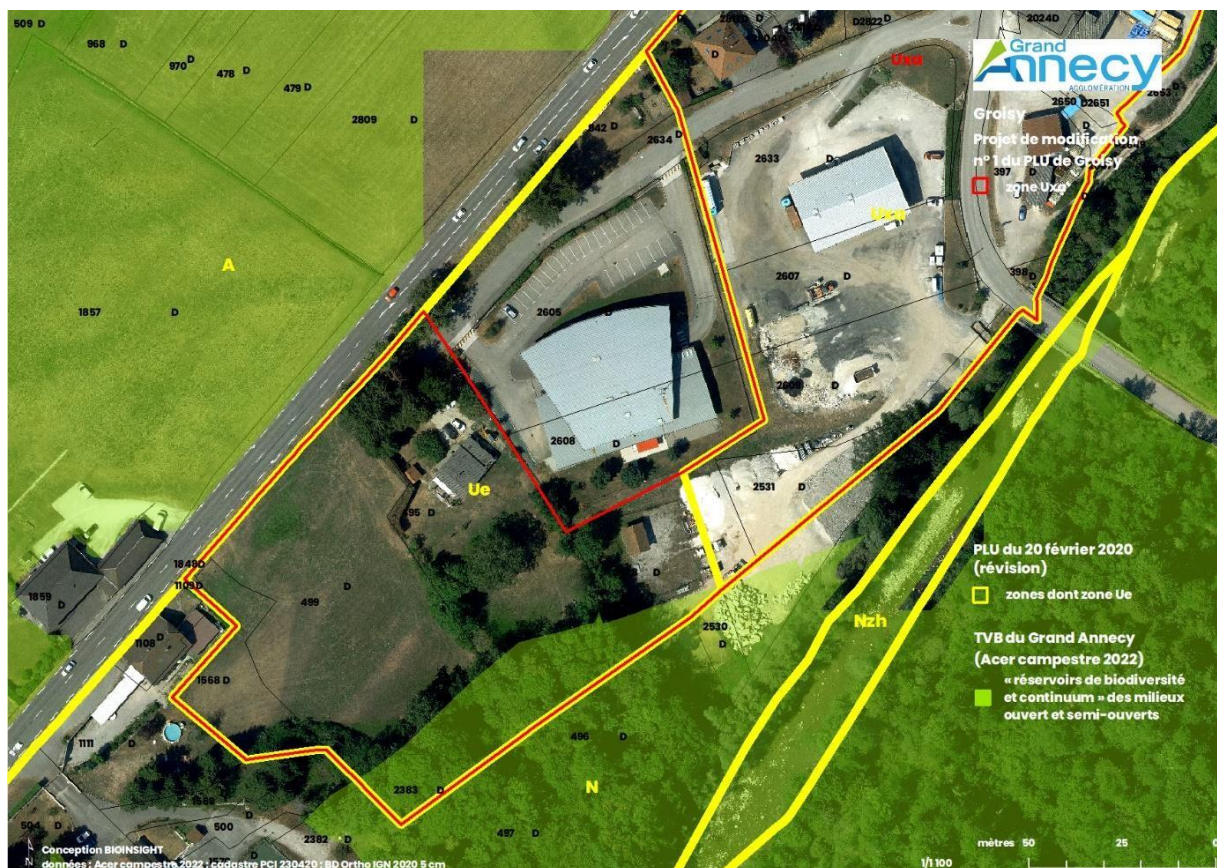
- classement des cours d'eau police de l'Eau (DDT 74) ;
- inventaire départemental des zones humides ; les zones humides ont été principalement inventoriées pour des surfaces supérieures à 1 000 m<sup>2</sup>, mais également pour des plus petites surfaces représentatives de milieux particuliers telles que des zones humides ponctuelles (CD 74) ;

- définition de zones humides potentielles réalisée par le conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie (Asters) ;
- expertise pour la qualification de zone humide dans la cadre de la modification n° 1 du Plu de Groisy (Agrestis 2022) ;
- étude de la trame verte et bleue du Grand Annecy (Acer campestre 2022).

Ici, dans ce secteur, se localise une zone humide potentielle de l'inventaire 74 qui a été confirmée par Agrestis (2022) puis observée lors des investigations de terrain du mardi 17 octobre 2023 ainsi que forêt alluviale relictuelle du cours d'eau police de l'Eau (DDT74) La Fillière.



Zone humide avec jonc diffus dans la parcelle D499 (ZH potentielle de l'inventaire 74) et forêt alluviale relictuelle du cours d'eau La Fillière (parcelles D2383, D497 et D496) (photos Luc Laurent)



Considérant que le projet de création de zone Uxa en zone Ue et de création d'une OAP cadrant l'aménagement de cette zone Uxa conduit à classer en EBC la forêt alluviale relictuelle de La Fillière dans la zone Uxa (tout en maintenant la zone humide potentielle repérée dans le règlement graphique du PLU actuel puisque le projet d'évolution du PLU est une modification), le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les cours d'eau ni les zones humides.

### ***Trame verte et bleue (TVB) du Grand Annecy***

Considérant que le projet de création de zone Uxa en zone Ue et de création d'une OAP cadrant l'aménagement de cette zone Uxa conduit à classer en EBC la forêt alluviale relictuelle de La Fillière dans la zone Uxa (tout en maintenant la zone humide potentielle repérée dans le règlement graphique du PLU actuel puisque le projet d'évolution du PLU est une modification), le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la trame verte et bleue du Grand Annecy.

### ***Autres zonages environnementaux***

Considérant que les objets de changement du projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy sont très éloignés des zonages environnementaux : Znieff de type 1, Znieff de type 2, site classé et site inscrit, le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur ces autres zonages environnementaux.

### ***Adaptation aux changements climatiques***

Considérant que le projet de modification de droit commun n° 1 de Groisy conduit :

- à classer en EBC la forêt alluviale relictuelle du cours d'eau DDT74 La Fillière dans les règlements ;
- à inclure dans l'OAP l'orientation suivante : « éviter l'abattage des arbres matures repérés (les arbres matures sont des climatiseurs naturels) afin de maintenir un îlot de fraîcheur plutôt que de planter de

jeunes plants parce que les jeunes plants plantés ont un effet atténuant thermique très différé et présente une mortalité élevée », le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur ce facteur environnemental d'adaptation aux changements climatiques.

### **Résultats de la préévaluation environnementale**

Compte tenu des caractéristiques et localisation des objets de changement, la préévaluation environnementale détermine qu'il n'y a pas de risque que ces objets de changement présentent des effets et incidences notables sur l'environnement pour les facteurs ou thèmes environnementaux les plus pertinents pour une telle préévaluation.

Le projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Groisy n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

## **3.4. CONCLUSION AU DEROULE ANALYTIQUE**

---

Il a été décidé que la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmette un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (auto-évaluation) que constitue cette présente étude.